Rendez-vous salarial de 2011 :
ENSEMBLE, faisons-nous ENTENDRE

Le 31 mars, les ministres en charge de la Fonction publique ont fait connaître aux organisations syndicales l'agenda social de 2011.
De nombreuses questions importantes seront abordées cette année et devraient être l'occasion de nouvelles négociations.
Mais, il est un enjeu essentiel sur lequel les orientations de nos interlocuteurs n'incitent pas à l'optimisme.

Il s'agit des salaires et du pouvoir d'achat.

Le rendez-vous salarial annuel est fixé au 19 avril.

D'ores et déjà, on le sait, les désaccords avec le Président de la République et le gouvernement sont lourds et profonds sur ce qui constitue une préoccupation prioritaire des agents.

Nous ne pouvons accepter que la concertation qui s'annonce ne soit qu'une pure formalité, entérinant de fait une politique que nous rejetons.
Il en est ainsi, notamment, du gel de la valeur du point pour 2011 et de la forte probabilité qu'il en soit de même pour 2012, voire 2013. De telles dispositions auraient de graves répercussions pour tous les personnels de la Fonction publique de l'hospitalière, de la territoriale et de l'Etat dans un contexte annoncé de forte inflation.

Cela accentuerait la perte déjà considérable de pouvoir d'achat, l'écrasement de la grille indiciaire et l'affaiblissement des déroulements de carrière. **D'autres choix sont nécessaires, justes et possibles.**

Nos organisations syndicales les affirment à nouveau :

- **Des augmentations salariales, notamment par l'augmentation de la valeur du point, assurant le rattrapage des pertes accumulées depuis 2000 et la progression du pouvoir d'achat.**
- **Une meilleure reconnaissance des qualifications.**
- **Une amplitude réelle des carrières.**

Elles appellent les agents à s'emparer de ces revendications, à les faire vivre, à les porter haut et fort. Plus que jamais, la pétition unitaire qu'elles ont initiée est à l'ordre du jour.

Signons-la et faisons-la signer massivement.

(site : http://salairesfonctionpublique.fr)

Ensemble, mobilisons-nous pour nos salaires et notre pouvoir d'achat

Paris, le 4 avril 2011